



CHAPITRE 282

CHAPTER 282

LOI POUR PRÉVENIR LA FRAUDE DANS LES TRANSACTIONS SE RAPPORTANT AUX VALEURS MOBILIÈRES

AN ACT FOR THE PREVENTION OF FRAUD IN CONNECTION WITH SECURITIES

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

PRELIMINARY PROVISIONS

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des valeurs mobilières*. S. R. 1925, c. 228A, a. 1; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; 25-26, Geo. V, c. 72, a. 1.

1. This act may be cited as the *Securities Act*. R. S. 1925, c. 228A, s. 1; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 72, s. 1.

Interpré-
tation:

2. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots:

2. In this act, unless the context requires a different interpretation, the words: Interpre-
tation:

“Cour-
tier”;

1° “Courtier” signifie:

1. “Broker” shall mean:

“Broker”;

a) Toute personne autre qu'un vendeur (*salesman*) qui, par lui-même ou par l'entremise d'un agent, consacre la totalité ou une partie de son temps au commerce de valeurs mobilières; et

a. Every person, other than a salesman, who engages either for the whole or part of his time directly or through an agent in the business of trading in securities; and

b) Une compagnie et les officiers d'une compagnie ou société qui fait le commerce de valeurs mobilières; et

b. A company and such officials of a company or partnership which trades in securities; and

c) Un émetteur de valeurs mobilières;

c. A security issuer;

“Com-
pagnie”;

2° “Compagnie” comprend toute association, syndicat, société, compagnie ou autre corps, constitués en corporation;

2. “Company” shall include any association, syndicate, firm, company or other organization, constituted as a corporation;

“Fraude”,
“Acte
fraudu-
leux”;

3° “Fraude”, “frauduleux” ou “acte frauduleux”, outre leur signification ordinaire, comprennent:

3. “Fraud”, “fraudulent” and “fraudulent act” shall, in addition to their ordinary meaning, include: “Fraud”,
etc.;

a) Toute fausse représentation faite intentionnellement par la parole, la conduite ou d'une autre manière, de tout fait important, passé ou actuel, et toute omission intentionnelle de faire connaître un tel fait;

a. Any intentional misrepresentation by word, conduct or in any other manner, of any material fact, either present or past, and any intentional omission to disclose any such fact;

b) Toute affirmation ou promesse, concernant l'avenir, qui dépasse les prévisions raisonnables ou n'est pas faite de bonne foi;

b. Any promise or representation as to the future which is beyond reasonable expectation or not made in good faith;

c) Tout commerce fictif ou simulé de valeurs mobilières;

d) Le fait d'obtenir ou d'essayer d'obtenir, directement ou indirectement, par le commerce de valeurs mobilières, une commission, des honoraires ou des profits bruts déraisonnables;

e) Toute promesse ou représentation, écrite ou verbale, faite par un courtier ou un vendeur en vue d'induire un particulier à se porter acquéreur d'une valeur mobilière, à l'effet que la valeur mobilière vendue ou offerte en vente sera rachetée ou revendue par ce courtier ou vendeur ou par toute personne ou compagnie; ou à l'effet que tout ou partie du prix de vente de cette valeur mobilière sera remboursé à l'acheteur de quelque manière.

Les dispositions du présent sous-paragraphe ne s'appliquent pas cependant à une déclaration faite par un courtier ou vendeur, à l'effet que la valeur mobilière qu'il vend ou offre de vendre est rachetable ou remboursable par la compagnie qui l'a émise, si telle déclaration est exacte;

f) Toute promesse ou représentation, écrite ou verbale, faite par un courtier ou un vendeur, sans excuse raisonnable, en vue d'induire un particulier à se porter acquéreur d'une valeur mobilière, à l'effet que la valeur mobilière offerte en vente sera cotée à une bourse;

g) Tout procédé employé dans l'intention de tromper le public ou l'acheteur ou le vendeur d'une valeur mobilière, sur la nature d'une transaction ou sur la valeur réelle de cette valeur mobilière;

h) Toute fausse déclaration concernant un fait important contenue dans une demande, des renseignements, des documents ou une déposition, soumis ou donnés au procureur général, à ses représentants ou au registraire en vertu des dispositions de la présente loi ou des règlements, ou contenue dans un prospectus ou rapport produit entre les mains du secrétaire de la province;

i) Toute infraction à l'une des dispositions de la présente loi ou des règlements, relatives à la manière de faire le commerce de valeurs mobilières, ou à toutes dispositions désignées dans les règlements comme étant comprises dans la présente définition;

j) En général, tout artifice, marché,

c. Any fictitious or pretended trade in any security;

d. The gaining or attempt to gain, directly or indirectly, through trading in any security, an unreasonable commission, fee or gross profit;

e. Any promise or representation, in writing or verbal, made by a broker or a salesman to induce an individual to become purchaser of a security, to the effect that the security sold or offered for sale will be bought back or resold by such broker or salesman or by any person or company; or to the effect that the whole or part of the price of sale of such security will be reimbursed to the purchaser in any way.

The provisions of this sub-paragraph shall not apply, however, to a statement made by a broker or salesman that the security which he is selling or offering for sale is redeemable or reimbursable by the company which issued it, if such statement is correct;

f. Any promise or representation, in writing or verbal, made by a broker or salesman without reasonable excuse, to induce an individual to become purchaser of a security, to the effect that the security offered for sale will be listed on an exchange;

g. Any course of conduct employed with intent to deceive the public or the purchaser or vendor of any security as to the nature of any transaction or as to the actual value of such security;

h. The making of any false statement concerning a material fact in any application, information, documents or evidence, submitted or given to the Attorney-General, to his representatives or to the Registrar, under the provisions of this act or the Regulations; or in any prospectus or return filed with the Provincial Secretary;

i. The violation of any provision of this act or of the Regulations relating to the manner of trading in securities, or of any provisions designated in the Regulations as coming within the meaning of this definition;

j. Generally, any artifice, agreement,

expédient, plan, conduite ou manière de faire affaires, employés pour obtenir de l'argent, des profits ou des biens, par l'un des moyens susmentionnés ou autrement contraires à la loi, et tout ce que les règlements indiquent nommément comme tombant sous le coup de la présente définition.

"Investigation";

4° "Investigation" signifie une investigation faite par le procureur général ou son représentant en vertu de l'article 11 de la présente loi;

"Personne";

5° "Personne" signifie un individu, une association, un syndicat, une société ou un autre corps, non constitués en corporation;

"Registraire";

6° "Registraire" signifie la personne nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil pour remplir les fonctions de registraire en vertu des dispositions de la présente loi et des règlements;

"Règlements";

7° "Règlements" signifie les règlements décrétés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu des dispositions de la présente loi;

"Vendeur";

8° "Vendeur" signifie une personne employée ou autorisée par un courtier ou une compagnie pour faire directement ou par l'entremise de sous-agents le commerce de valeurs mobilières;

"Valeur mobilière";

9° "Valeur mobilière", sauf les dispositions du paragraphe 4 de l'article 3, comprend:

a) Tout document, titre ou écrit communément reconnu comme valeur mobilière; ou

b) Tout document constituant la preuve d'un droit ou d'un intérêt dans le capital, l'actif, les biens, les profits, les gains ou les droits ou redevances (*royalties*) de toute personne ou compagnie; ou

c) Tout document constituant la preuve d'un intérêt dans une association de légataires ou d'héritiers; ou

d) Tout document constituant la preuve d'un intérêt dans une option sur une valeur mobilière; ou

e) Tout document que les règlements désignent sous le nom de valeur mobilière;

"Émetteur de valeurs mobilières";

10° "Émetteur de valeurs mobilières" comprend une compagnie ou une personne, autre qu'un individu, faisant le commerce

device, scheme, course of conduct or business to obtain money, profit or property by any of the means as hereinbefore set forth or otherwise contrary to law and anything specifically designated in the Regulations as coming within the meaning of this definition.

4. "Investigation" shall mean an investigation made by the Attorney-General or his representative under section 11 of this act;

5. "Person" shall mean an individual, partnership, association, syndicate or other organization, not constituted as a corporation;

6. "Registrar" shall mean the person appointed by the Lieutenant-Governor in Council to act as Registrar under the provisions of this act and the Regulations;

7. "Regulations" shall mean the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council under the provisions of this act;

8. "Salesman" shall mean any person employed or authorized by any broker or company to trade in securities, whether directly or through sub-agents;

9. "Security" shall, subject to the provisions of subsection 4 of section 3, include:

a. Any document, instrument or writing commonly known as a security; or

b. Any document constituting evidence of title to or interest in the capital, assets, property, profits, earnings or royalties of any person or company; or

c. Any document, constituting evidence of an interest in an association of legatees or heirs; or

d. Any document constituting evidence of an interest in any option given upon a security; or

e. Any document designated as a security by the Regulations;

10. "Security issuer" shall include a company or person, other than an individual, trading in securities of its own issue

de valeurs mobilières émises par elle-même et ne faisant pas généralement le commerce d'autres valeurs mobilières;

"Com-
merce",
etc.;

11° "Commerce" ou "faire commerce", sauf les dispositions du paragraphe 3 de l'article 3, comprennent:

a) L'aliénation ou l'acte de disposer d'une valeur mobilière, ou d'une option sur, ou d'un intérêt en icelle, ou la sollicitation pour obtenir une souscription à une valeur mobilière ou l'obtention d'une telle souscription, ou la tentative de faire aucun de ces actes, — pour une considération onéreuse, que le paiement soit sur marge, par versements ou d'une autre manière;

b) La souscription éventuelle à forfait (*underwriting*) d'une émission totale ou partielle de valeurs mobilières;

c) Toute action, annonce, conduite ou négociation ayant pour objet ou pour effet de réaliser directement ou indirectement une ou plusieurs des opérations qualifiées de "commerce" ou de l'acte de "faire commerce" par le présent paragraphe ou par les règlements;

d) Toute opération définie par les règlements comme constituant un "commerce" ou comme tombant sous l'appellation de "faire commerce" au sens du présent paragraphe.

"Officier".

12° "Officier" comprend le président, vice-président, secrétaire, trésorier, directeur-gérant et gérant-général. S. R. 1925, c. 228A, a. 2; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 72, a. 2.

and not trading generally in other securities;

11. "Trade" or "Trading" shall, subject to the provisions of subsection 3 of section 3, include:

a. The alienating or disposing of a security or option thereon or interest therein, or the soliciting to obtain a subscription for a security or the obtaining of such subscription, or the attempt to do any of these acts, for a valuable consideration, whether the terms of payment be upon margin, instalments or otherwise;

b. The underwriting of the entire or part of an issue of securities;

c. Any act, advertisement, conduct or negotiation having for its object or effect the realizing, directly or indirectly, of one or more of the operations declared to be "Trade" or "Trading" by this subsection or by the Regulations;

d. Any operation defined by the Regulations as constituting "Trade" or as coming under the expression "Trading" within the meaning of this subsection.

12. "Officer" or "official" shall include the president, vice-president, secretary, treasurer, managing director and general manager. R. S. 1925, c. 228A, s. 2; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 72, s. 2.

etc.

PREMIÈRE PARTIE

ENREGISTREMENT DES COURTIER ET DES VENDEURS

Enregis-
trement
obliga-
toire.

3. 1. Nul ne peut,—

a) Faire le commerce de valeurs mobilières, à moins d'être enregistré comme courtier ou comme vendeur pour un courtier enregistré;

b) Agir comme employé officier, ou agent d'une personne ou compagnie relativement au commerce de valeurs mobilières fait par cette personne ou compagnie, à moins d'être lui-même enregistré comme courtier ou à moins que cette personne ou compagnie ne le soit;

c) Agir comme vendeur pour une personne ou compagnie, relativement au commerce de valeurs mobilières fait par cette

PART I

REGISTRATION OF BROKERS AND SALESMEN

3. 1. No person shall,—

a. Trade in any security unless he be registered as a broker or as a salesman for a registered broker;

b. Act as an employee, officer or agent of any person or company in connection with trading in any security by such person or company, unless he himself or such person or company be registered as a broker;

c. Act as a salesman for any person or company in connection with trading in any security by such person or company,

Registra-
tion re-
quired.

personne ou compagnie, à moins d'être enregistré comme vendeur pour une personne ou une compagnie enregistrée comme courtier.

unless he be registered as a salesman for a person or company registered as broker.

Mode.

L'enregistrement doit être fait conformément aux dispositions de la présente loi et des règlements, et toute violation des dispositions du présent article constitue une infraction.

The registration must be made in accordance with the provisions of this act and the Regulations; and any violation of the provisions of this section shall constitute an offence.

Qui peut être enregistré.

2. Avec l'approbation du procureur général, toute personne ou compagnie peut être enregistrée comme courtier et, par la suite, cette personne ou compagnie peut faire le commerce de valeurs mobilières; et tous les membres et les officiers individuellement, dans le cas d'une personne, et les officiers, dans le cas d'une compagnie, — sauf, dans les deux cas, les gérants de succursales et les vendeurs, — peuvent agir, comme tels, sans être eux-mêmes enregistrés, et les dispositions de la présente loi et des règlements relatives aux personnes ou compagnies enregistrées, sont censées s'appliquer à cette personne ou compagnie.

2. With the approval of the Attorney-General, any person or company may be registered as a broker, whereupon such person or company may trade in securities; and, in the case of a person, the individual members and officials, and, in the case of a company, its officials, with the exception in both cases of branch managers and salesmen, may act as such without separate registration, and the provisions of this act and of the Regulations relating to registered persons or companies shall be deemed to apply to such person or company.

Transactions exceptées.

3. Les paragraphes 1 et 2 du présent article ne s'appliquent à aucune personne ou compagnie, en ce qui regarde les catégories suivantes de commerce ou de transactions:

3. Subsections 1 and 2 of this section shall not apply to any person or company in respect of the following classes of trades or transactions,—

a) Une vente de valeurs mobilières faite en justice ou par un exécuteur testamentaire, tuteur, curateur, fidéicommissaire, syndic autorisé, receveur, gardien ou liquidateur en vertu d'une disposition légale;

a. A judicial sale of securities or a sale thereof by a testamentary executor, tutor, curator, trustee, authorized trustee, receiver, custodian or liquidator under any legal provision;

b) Une vente isolée de valeurs mobilières faite par le propriétaire ou pour lui, lorsque cette vente n'est pas faite au cours de transactions continues et successives de même nature ni par une personne dont l'occupation habituelle est le commerce de valeurs mobilières;

b. An isolated sale of securities by or on behalf of the owner, where such sale is not made in the course of continued and successive transactions of a like character nor by a person whose usual business is trading in securities;

c) Une vente faite par un officier ou employé qui, dans l'exercice de ses fonctions, représente Sa Majesté aux droits de la Puissance, ou d'une province, ou d'un territoire du Canada, ou par un officier ou un employé d'une commission nommée en vertu d'une loi du Parlement du Canada ou de la Législature de cette province;

c. A sale by an official or employee, in the performance of his duties as such, of His Majesty in the right of the Dominion or any province or territory of Canada, or by an official or employee of a Commission appointed under an act of the Parliament of Canada or of the Legislature of this Province;

d) Une vente faite par un créancier gagiste ou pour son compte, afin de liquider une dette contractée de bonne foi, en vendant ou offrant de vendre de bonne

d. A sale by or for the account of a creditor-pledgee for the purpose of liquidating a debt contracted in good faith, by selling or offering for sale in good faith,

Method.

Who may be registered.

Transactions excepted.

foi, dans le cours ordinaire des affaires, toute valeur mobilière qui aussi de bonne foi a été donnée en gage pour la garantie de cette dette;

e) La distribution, l'émission ou la vente faite par une compagnie aux seuls porteurs des actions de son capital-actions, de ses obligations ou autres valeurs mobilières à titre de dividende payé au moyen d'actions ou à titre de distribution faite à même ses profits ou ses surplus, ou dans le cours d'une réorganisation de la compagnie, faite de bonne foi, ou à la suite d'une augmentation de capital, lorsqu'aucune commission ou autre rémunération n'est payée ou accordée à cet égard;

f) L'échange, effectué par une compagnie ou pour son compte avec une autre compagnie, de ses propres valeurs mobilières, en vue de l'union ou de la fusion de ces compagnies;

g) Toute catégorie de commerces nommément soustraite par les règlements à l'application des paragraphes 1 et 2 du présent article.

Excep-
tions.

4. Les paragraphes 1 et 2 du présent article ne s'appliquent pas non plus aux commerces des valeurs mobilières suivantes ni aux transactions qui les concernent:

a) Les valeurs mobilières dans lesquelles les fonds possédés en fidéicommiss peuvent être placés en vertu des dispositions du Code civil;

b) Les valeurs mobilières garanties par hypothèque sur des biens mobiliers ou immobiliers lorsque l'ensemble de ces valeurs est vendu en même temps par une compagnie;

c) Les billets promissaires ou effets de commerce échéant pas plus d'un an après la date qu'ils portent et ceux payables à demande;

d) Toute catégorie de valeurs mobilières nommément soustraite par les règlements à l'application des paragraphes 1 et 2 du présent article.

Permis-
sion re-
quise.

5. Un particulier qui, dans le cas d'une association ou société non constituée en corporation, en devient membre ou officier et, dans le cas d'une compagnie, en devient officier, après que cette association, société ou compagnie a obtenu son enregistrement en vertu des dispositions de la

in the ordinary course of business, any security also pledged in good faith to guarantee payment of such debt;

e. The distribution, issuance or sale by a company exclusively to the holders of shares of its capital stock, its bonds or other securities as a stock dividend or as a distribution out of profits or surplus, or in the process of a *bona fide* reorganization of the company, or of increasing its capital, where no commission or other remuneration is paid or given in connection therewith;

f. The exchange by or on account of one company with another company of its own securities in connection with a consolidation, amalgamation or merger of such companies;

g. Every kind of trade specifically exempted by the Regulations from the application of subsections 1 and 2 of this section.

4. Subsections 1 and 2 of this section shall furthermore not apply to trading in the following securities nor to the transactions respecting same:

Excep-
tions.

a. Securities in which trust funds may lawfully be invested under the provisions of the Civil Code;

b. Securities secured by hypothec on moveable or immoveable property, when the whole of such securities are sold at one and the same time by a company;

c. Promissory notes or commercial paper maturing not more than one year from the date thereof and those payable on demand;

d. Any class of securities specifically exempted from the application of subsections 1 and 2 of this section by the Regulations.

5. An individual, who, in the case of an association or partnership not incorporated, becomes a member or officer thereof, and, in the case of a company, becomes an officer thereof, after such association or partnership or such company has been registered under the provisions of this

Permis-
sion re-
quired.

présente loi, ne doit pas faire le commerce en cette nouvelle qualité ou à ce nouveau titre avant que l'association, la société ou la compagnie dont il est devenu membre ou officier, suivant le cas, ait reçu du registraire une permission écrite autorisant le particulier à faire commerce. S. R. 1925, c. 228A, a. 3; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; O. C. No 2223 du 27 août 1931; 25-26 Geo. V, c. 72, a. 3.

act, must not trade in such new capacity or under such new title until the association or partnership or the company of which he has become a member or officer, as the case may be, has received written permission from the Registrar authorizing the individual to trade. R. S. 1925, c. 228A, s. 3; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; O. C. No. 2223, August 27th, 1931; 25-26 Geo. V, c. 72, s. 3.

Vendeurs. 4. Nul courtier n'emploiera directement ou indirectement une personne comme vendeur, relativement au commerce de valeurs mobilières, à moins que cette personne ainsi employée ne soit enregistrée comme vendeur pour ce courtier sous les dispositions de la présente loi.

4. No broker shall employ, directly or indirectly, any person as salesman, in connection with the trading in securities, unless such person so employed be registered as a salesman for such broker under the provisions of this act. **Salesmen.**

Infraction. Le défaut de se conformer, sans excuse raisonnable, aux dispositions du présent article constitue une infraction. S. R. 1925, c. 228A, a. 3a; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 72, a. 4.

Failure to comply, without reasonable excuse, with the provisions of this section shall constitute an offence. R. S. 1925, c. 228A, s. 3a; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 72, s. 4. **Offence.**

Enregistrements. 5. 1. Il existe deux catégories d'enregistrements, savoir:

- 1° L'enregistrement annuel;
- 2° L'enregistrement temporaire.

5. 1. There shall be two kinds of registration, namely: **Kinds of registration.**

- (1) Annual registration;
- (2) Temporary registration.

Inscription dans le "registre". 2. Ces enregistrements sont accordés à la discrétion du registraire, sauf instructions contraires du procureur général, et ils ont lieu au moyen de l'inscription, dans un livre tenu à cette fin, ouvert à l'inspection du public et ci-après appelé le "registre", du nom du requérant et de l'endroit où peuvent lui être faites les significations.

2. Such registrations shall be granted at the discretion of the Registrar, unless the Attorney-General otherwise directs, and are effected by means of the entry, in a book kept for such purpose, open to public inspection and hereinafter called the "Register", of the name and address for service of such applicant. **How granted, etc.**

Enregistrement annuel. 3. L'enregistrement annuel expire le trentième jour de juin de chaque année, et chaque courtier ou vendeur enregistré doit faire renouveler son enregistrement au moyen d'une demande à cet effet produite le ou avant le vingt et unième jour de juin.

3. The annual registration shall expire on the thirtieth day of June in each year, and every registered broker or salesman must have his registration renewed by application therefor on or before the twenty-first day of June. **Annual registration.**

Temporaire. 4. L'enregistrement temporaire est effectué pour la période de temps que le registraire détermine.

4. Temporary registration is effected for such period of time as the Registrar may determine. **Temporary.**

Restrictions. 5. L'enregistrement annuel ou l'enregistrement temporaire peut être accordé ne permettant de faire le commerce que de certaines valeurs mobilières ou certaines classes de valeurs mobilières; ces enregistrements peuvent aussi être accordés sous toutes conditions déterminées par le registraire. S. R. 1925, c. 228A, a. 4; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 72, a. 5.

5. The annual or the temporary registration may be granted permitting the trading in certain securities or certain classes of securities only; such registration may also be granted under any conditions fixed by the Registrar. R. S. 1925, c. 228A, s. 4; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 72, s. 5. **Restrictions.**

Demande
d'enre-
gistre-
ment.

6. 1. Toute demande d'enregistrement, en vertu de la présente loi ou des règlements, doit être faite par écrit, sur des formules fournies par le registraire, et doit être accompagnée des honoraires prescrits et du ou des cautionnements exigés par les règlements.

Contenu.

2. Tout requérant, ayant ou non son domicile dans cette province, doit indiquer, dans sa demande, l'endroit où, dans cette province, des avis peuvent lui être transmis et les significations lui être faites; et, par la suite, les avis donnés en vertu de cette loi ou des règlements lui sont valablement transmis et les procédures judiciaires lui sont valablement signifiées s'ils lui sont expédiés par lettre recommandée à cette adresse.

Rensei-
gnements
addition-
nels.

3. Le registraire peut, de temps à autre, et doit, lorsque le procureur général lui en donne instruction, exiger qu'un requérant ou qu'une personne ou compagnie enregistrée fournisse, dans un délai spécifié, tout renseignement ou document additionnel, et il peut exiger la confirmation, par affidavit ou autrement, de tout renseignement qui lui est alors ou lui a déjà été soumis. S. R. 1925, c. 228A, a. 5; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; O.C. No 2223, du 27 août 1931.

Caution-
nement.

7. 1. Tout requérant qui désire être enregistré comme courtier doit, avec sa demande, fournir un cautionnement de cinq cents dollars souscrit par lui-même ou par la personne ou la compagnie qu'il représente, à la discrétion du registraire, et ce cautionnement doit être donné de la manière et aux conditions prescrites par les règlements.

Idem.

2. Le registraire peut, et doit, sur instruction du procureur général, exiger qu'un requérant ou qu'une personne ou compagnie enregistrée fournisse, dans un délai spécifié, le cautionnement d'une compagnie de garantie approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil ou tout autre cautionnement. La forme, les conditions et le montant du cautionnement sont déterminés par les règlements et, en l'absence de dispositions à cet égard, par le procureur général.

Nouveau
caution-
nement.

3. Le registraire peut, et doit, sur instruction du procureur général, exiger qu'un nouveau cautionnement ou un cau-

6. 1. Every application for registra- Application.
tion under this act or the Regulations shall be made in writing upon the forms provided by the Registrar, and shall be accompanied by the prescribed fees and the bond or bonds required by the Regulations.

Contents.

2. Every applicant, whether domiciled in this Province or not, shall state in his application an address in this Province where notices may be sent to him and service made, and, thereafter, all notices under this act or the Regulations shall be validly sent and all legal process shall be validly served if posted by registered mail to the applicant at such address.

3. The Registrar may, from time to time, and shall, when so directed by the Attorney-General, require any further information or document to be submitted by any applicant or any registered person or company within a specified time limit, and may require verification, by affidavit or otherwise, of any information then or previously submitted. R. S. 1925, c. 228A, s. 5; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; O.C. No. 2223, August 27th, 1931. Additional information.

7. 1. Every applicant for registration Bond.
as a broker shall, with his application, furnish a bond for five hundred dollars given by the applicant himself or the person or company he represents, as the Registrar may require, in such form and upon such conditions as the Regulations shall prescribe.

Idem.

2. The Registrar may, and shall, when so directed by the Attorney-General, require any applicant or any registered person or company to deliver, within a specified time limit, a bond by a surety company, approved by the Lieutenant-Governor in Council, or any other bond. The form, conditions and amount of the bond shall be determined by the Regulations and, in the absence of any provision regarding same, by the Attorney-General.

3. The Registrar may, and shall, when New bond.
so directed by the Attorney-General, require a new bond or an additional bond,

tionnement additionnel, ou les deux, du genre prescrit dans les paragraphes 1 et 2 du présent article soient donnés dans un délai déterminé. S. R. 1925, c. 228A, a. 6; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; O. C. No 2223 du 27 août 1931.

or both, of the kind mentioned in subsections 1 and 2 of this section, to be given within a specified time limit. R. S. 1925, c. 228A, s. 6; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; O. C. No. 2223, August 27th, 1931.

Forfeiture
du cau-
tionne-
ment.

8. 1. Tout cautionnement mentionné à l'article 7 est forfait et la somme qui y est mentionnée devient payable par la personne ou la compagnie qui l'a souscrit à Sa Majesté aux droits de la province de Québec, sur production, entre les mains du registraire, d'un certificat du procureur général, attestant que le courtier ou vendeur, relativement à la conduite duquel le cautionnement a été donné, ou que tout officier du courtier dont il s'agit, a, en ce qui regarde le commerce d'une valeur mobilière,

8. 1. Any bond mentioned in section 7 shall be forfeit and the sum named therein shall become due and payable by the person or company bound thereby to His Majesty in the right of the Province of Quebec, when there has been filed with the Registrar the Attorney-General's certificate that the broker or salesman in respect of whose conduct the bond is conditioned, or any official of such broker, has, in connection with a trade in a security, been,—

Forfeiture of
bond.

Motifs.

a) S'il s'agit du cautionnement visé par le paragraphe 1 de l'article 7;

(i) Été convaincu d'une offense criminelle; ou

(ii) A été trouvé par le procureur général, après investigation, coupable d'un acte frauduleux dans le sens de la présente loi;

b) S'il s'agit du cautionnement visé par le paragraphe 2 de l'article 7;

(i) Été convaincu d'une offense criminelle; ou

(ii) Été convaincu d'une infraction à l'une des dispositions de la présente loi ou des règlements; ou

(iii) Été condamné par injonction à ne plus faire le commerce d'une ou de plusieurs valeurs mobilières conformément aux dispositions de la deuxième partie de la présente loi; ou

(iv) Été partie à des procédures civiles devant les tribunaux, qui ont eu pour résultat un jugement final rendu contre cette personne ou compagnie ou cet officier, lorsque ce jugement établit qu'il y a eu fraude.

a. In the case of the bond required by subsection 1 of section 7:

(i) Convicted of any criminal offence; or

(ii) Found, by the Attorney-General, after investigation, to have committed a fraudulent act within the meaning of this act;

b. In the case of the bond required by subsection 2 of section 7;

(i) Convicted of a criminal offence; or

(ii) Convicted of an offence against any provision of this act or the Regulations; or

(iii) Sentenced on an injunction to no longer trade in one or more securities, in accordance with the provisions of Part II of this act; or

(iv) A party to civil proceedings in the courts as a result of which final judgment has been given against such person, company or official, where such judgment establishes fraud.

Trans-
port du
cautionne-
ment for-
fait.

2. Le procureur général peut transporter tout cautionnement forfait en vertu des dispositions du paragraphe 1 du présent article ou toutes les sommes d'argent recouvrées en vertu d'icelui, à toute personne ou au trésorier de la province en

2. The Attorney-General may transfer any bond forfeited under the provisions of subsection 1 of this section, or any monies recovered thereunder, to any person or to the Provincial Treasurer in trust for such persons and companies as have become

Transfer
of for-
feited
bond.

fidéicommissaires pour toutes les personnes et les compagnies qui sont devenues, en vertu d'un jugement, créancières de la personne ou de la compagnie pour laquelle le cautionnement a été donné, ou à tout fidéicommissaire, gardien, receveur intérimaire, receveur ou liquidateur de cette personne ou de cette compagnie, suivant le cas; et cette cession et ce transport doivent se faire aux conditions prescrites dans les règlements ou dans tout arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil.

judgment creditors of the person or company bonded, or to any trustee, custodian, interim receiver, receiver or liquidator of such person or company, as the case may be; such assignment or transfer to be made upon the conditions set forth in the Regulations or in any order of the Lieutenant-Governor in Council.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Les dispositions de la section II de la Loi des cautionnements dans les causes criminelles (chap. 26) s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux cautionnements fournis conformément aux dispositions de l'article 7, et, à cette fin, le certificat du procureur général tient lieu du certificat mentionné à l'article 4 de ladite Loi des cautionnements dans les causes criminelles. S. R. 1925, c. 228A, a. 7; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; O. C. No 2223 du 27 août 1931; 25-26 Geo. V, c. 72, a. 6.

The provisions of Division II of the Criminal Cases Recognizance Act (Chap. 26) shall apply, *mutatis mutandis*, to the bonds furnished in conformity with the provisions of section 7, and, for such purpose, the certificate of the Attorney-General shall take the place of the certificate mentioned in section 4 of the said Criminal Cases Recognizance Act. R. S. 1925, c. 228A, s. 7; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; O. C. No. 2223, August 27th, 1931; 25-26 Geo. V, c. 72, s. 6.

Provisions
to apply.

Pouvoirs
du pro-
cureur
général.

9. 1. Le procureur général peut ordonner:

a) Que la requête d'une personne demandant d'être enregistrée ne soit pas accordée lorsque cette personne se propose d'employer ou emploie un nom d'affaires, autre que son propre nom ou celui de son associé, qui prête à confusion avec celui d'un autre courtier antérieurement établi dans la province, ou prête à croire qu'il est choisi afin de cacher au public l'identité du requérant, ou prête à objection pour toute autre raison; ou

b) Que toute demande d'enregistrement, de renouvellement ou de changement d'enregistrement, soit ou ne soit pas accordée, pour des raisons qu'il juge suffisantes; ou

c) Que toute inscription temporaire dans le registre soit faite, suspendue ou annulée, pour des raisons qu'il juge suffisantes; ou

d) Que tout enregistrement soit converti en un enregistrement temporaire, ou suspendu ou annulé, lorsque,—

- (i) Un courtier est suspendu par la bourse dont il est membre ou que son représentant, membre d'une bourse, est suspendu par cette dernière, ou—
- (ii) Des procédures criminelles ont été

9. 1. The Attorney-General may order: Powers of Attorney-General.

a. That the application of any person for registration shall not be granted where it appears that such person proposes to use or is using a trading name other than his own, or that of his partner, where such trading name is apt to confuse it with that of another brokerage firm of longer established standing in the Province, or is calculated to conceal from the public the identity of the applicant, or is for any reason objectionable; or

b. That any application for registration, or renewal or change of registration, shall or shall not be granted, for any reason which he may deem sufficient; or

c. That any temporary entry in the register shall be made, suspended or cancelled, for any reason which he may deem sufficient; or

d. That any registration shall be reduced to a temporary registration or suspended or cancelled upon,—

- (i) Suspension from any stock exchange of any broker or of any representative upon any stock exchange of any broker, or
- (ii) Institution of criminal proceedings

intentées contre un courtier ou un officier d'un courtier, ou—

(iii) Un courtier ou un officier d'un courtier a été convaincu d'une infraction à la présente loi ou aux règlements; ou

e) Que l'enregistrement d'un courtier ou d'un vendeur soit suspendu durant une certaine période ou annulé, parce qu'il omet de fournir un cautionnement, lorsqu'il en est requis en vertu des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 7; ou

f) Que l'enregistrement d'un courtier ou d'un vendeur soit suspendu, tel que le décrète l'article 12; ou

g) Que l'enregistrement soit annulé lorsque, dans le cas d'un courtier ou d'un vendeur, ce courtier ou ce vendeur devient en faillite ou, dans le cas d'une compagnie, elle est en voie de liquidation.

Pas d'appel. Ces ordonnances du procureur général ne sont pas sujettes à révision par les tribunaux.

Inscription de l'ordonnance. 2. Le registraire, sur réception d'une ordonnance par laquelle le procureur général suspend ou annule un enregistrement, doit la faire inscrire immédiatement dans le registre et, de ce moment, la suspension ou l'annulation prend effet.

Avis. Avis de cette ordonnance ainsi que du refus d'une demande d'enregistrement doit être donné au courtier ou vendeur intéressé.

Nouvelle demande d'enregistrement. 3. Nonobstant toute ordonnance du procureur général, une nouvelle demande d'enregistrement peut être faite, si on allègue des raisons nouvelles ou d'autres raisons ou lorsqu'il appert que des circonstances matérielles sont changées. S. R. 1925, c. 228A, a. 8; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; O. C. No 2223 du 27 août 1931.

Dispositions sauvegardées. 10. Aucune disposition de la présente loi n'affecte celles de la Loi des licences (chap. 76) concernant les licences de courtiers. S. R. 1925, c. 228A, a. 9; 20 Geo. V, c. 88, a. 1.

against the broker or any official of the broker, or

(iii) Conviction of the broker or an official of the broker of an offence against this act or the Regulations; or

e. That the registration of any broker or salesman shall be suspended for any period or cancelled, by reason of default in fying a bond when required under the provisions of subsections 2 and 3 of section 7; or

f. That the registration of any broker or salesman shall be suspended as provided in section 12; or

g. That the registration shall be cancelled when, in the case of a broker or salesman, such broker or salesman becomes insolvent or, in the case of a company, when it is in liquidation.

No such order of the Attorney-General shall be subject to review in any court. Order final.

2. The Registrar, upon receiving any order of the Attorney-General suspending or cancelling any registration, shall cause immediate entry thereof to be made in the register, whereupon the suspension or cancellation shall become effective forthwith. Entry of order.

Notice of such order and of the refusal of an application for registration shall be given to the broker or salesman concerned. Notice.

3. Notwithstanding any order of the Attorney-General, a further application for registration may be made if new or other reasons are alleged, or where it appears that material circumstances have changed. R. S. 1925, c. 228A, s. 8; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; O. C. No. 2223, August 27th, 1931. New application.

10. No provisions of this act shall affect those of the Quebec License Act (Chap. 76) respecting brokers' licenses. R. S. 1925, c. 228A, s. 9; 20 Geo. V, c. 88, s. 1. Provisions safeguarded.

DEUXIÈME PARTIE

INVESTIGATION ET POURSUITE PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL

Investigation. 11. 1. Le procureur général, ainsi que toute personne ou toutes personnes aux-

PART II

INVESTIGATION AND ACTION BY THE ATTORNEY-GENERAL

11. 1. The Attorney-General, and any person or persons to whom as his repre- investigation.

quelles il peut déléguer par écrit cette autorité à titre de représentant ou de représentants, peut, en tout temps, faire une investigation, interroger toute personne ou compagnie et examiner toute chose, afin de constater si quelque acte frauduleux ou quelque infraction à la présente loi ou aux règlements a été ou est sur le point d'être commis.

Témoins. À cette fin, le procureur général ou son représentant possède, pour assigner les témoins, les obliger à comparaître, les forcer à témoigner sous serment et à produire des documents, dossiers et objets, les mêmes pouvoirs que la Cour supérieure ou un de ses juges dans l'instruction des causes civiles, sauf que les dispositions des règles de cour ou de la loi, concernant la signification des subpoenas aux témoins et le paiement de leurs frais de transport et de leur indemnité, ne s'appliquent pas, et sauf qu'une personne ne peut refuser de répondre ni réclamer un privilège en ce qui regarde un document, dossier ou objet demandé, donné ou produit, en alléguant qu'elle peut par là s'incriminer ou s'exposer à une pénalité ou à des procédures civiles, sauf toutefois les dispositions de la Loi de la preuve du Canada.

Experts. 2. Lorsque le procureur général, ou son représentant, est sur le point d'examiner ou lorsqu'il examine une personne ou compagnie en vertu du présent article, le procureur général peut nommer un comptable ou des comptables, ou un autre expert ou d'autres experts, afin d'examiner les documents, biens, dossiers et objets, et de lui faire rapport à ce sujet. Ces comptables et ces experts ont, chacun, tous les pouvoirs conférés par le deuxième alinéa du paragraphe 1 du présent article au procureur général et à ses représentants.

Pouvoirs. 3. L'omission, sans excuse légitime, par toute personne ou compagnie, de fournir, dans le délai fixé, les renseignements requis par le registraire en vertu de la première partie de cette loi, ou l'omission, sans excuse légitime, par toute personne assignée pour être examinée en vertu du paragraphe 1 du présent article, de comparaître, ou son refus de rendre témoignage, ou de répondre à quelque question qui serait pertinente dans une procédure devant un tribunal civil, ou l'omission sans excuse légitime, ou le refus de toute per-

sentative or representatives he may in writing delegate such authority, may hold an investigation and examine any person, company or thing whatsoever at any time in order to ascertain whether any fraudulent act, or any offence against this act or the Regulations, has been, or is about to be committed.

Witnesses. For such purpose the Attorney-General or his representative shall have the same power to summon and enforce the attendance of witnesses and to compel them to give evidence on oath and to produce documents, records and things as is vested in the Superior Court or a judge thereof for the trial of civil cases, save that the provisions of rules of court or of law relating to the service of subpoenas upon and to the payment of conduct money or witness fees to witnesses shall not apply and save that no person shall be entitled to refuse to answer or to claim any privilege in respect of any document, record or thing asked for, given or produced, on the ground that he might be incriminated or exposed to a penalty or to civil litigation thereby, subject however to the provisions of The Canada Evidence Act.

Experts. 2. When the Attorney-General, or his representative, is about to examine or is examining any person or company under this section, the Attorney-General may appoint an accountant or accountants or other expert or experts to examine documents, properties, records and matters, and report thereon to him. Each such accountant and expert shall have all the powers conferred by the second paragraph of subsection 1 of this section upon the Attorney-General or his representatives.

Powers. 3. The failure, without reasonable excuse, of any person or company to furnish information required by the Registrar under Part I of this act within the time limited, or the failure, without reasonable excuse, of any person summoned for examination under subsection 1 of this section to appear, or his refusal to give evidence, or to answer any question that would be pertinent to any proceeding before a court of civil jurisdiction, or the failure, without reasonable excuse, or refusal of any person or company to pro-

Failure to give information, etc.

Infractions.

sonne ou compagnie de produire quelque chose dont la production est requise, ou l'omission sans excuse légitime ou le refus de toute personne ou compagnie de permettre l'examen de documents, biens, dossiers et objets par les comptables ou experts visés par le paragraphe 2 du présent article, ou de répondre aux questions posées par ces comptables ou experts, constitue une infraction et est une preuve *prima facie* donnant le droit,—

a) Au procureur général ou à son représentant, de décider qu'il a été commis un acte frauduleux concernant l'opération qui fait l'objet de l'investigation; ou

b) Au procureur général d'obtenir une injonction conformément aux dispositions ci-après; ou

c) À un juge des sessions, à un magistrat de police, ou à un magistrat de district, de prononcer en la manière prévue par l'article 18 de la présente loi une condamnation pour infraction à la présente loi ou aux règlements. S. R. 1925, c. 228A, a. 10; 20 Geo. V, c. 88, a. 1.

Pouvoirs du procureur général.

12. Si le procureur général, constate qu'un acte frauduleux, ou qu'une infraction à la présente loi ou aux règlements a été ou est sur le point d'être commis, il peut,—

a) S'il a raison de croire qu'un courtier, une compagnie ou un vendeur enregistré est impliqué dans cet acte frauduleux ou cette infraction, ordonner que ce courtier, cette compagnie ou ce vendeur ou tout autre courtier, compagnie ou vendeur enregistré impliqué directement ou indirectement dans cet acte frauduleux ou cette infraction soit privé de l'enregistrement pendant une période n'excédant pas dix jours; ou

b) S'il croit qu'une suspension de dix jours est insuffisante, ou si une personne ou compagnie non enregistrée, est, à son avis, impliquée directement ou indirectement dans cet acte frauduleux ou dans cette infraction, procéder en vertu des dispositions de l'article 13, ou autrement en vertu de la présente loi ou des règlements; ou

c) Donner, chaque fois qu'il le juge à propos, avis de la suspension et de l'acte frauduleux au public, au moyen d'annonce, ou autrement, ou à tout particulier, par

duce anything, the production whereof is required, or the failure, without reasonable excuse, or refusal of any person or company to permit the examination of documents, properties, records and matters by the accountants or experts mentioned in subsection 2 of this section, or the refusal to answer the questions put by such experts or accountants, shall constitute an offence, and shall be *prima facie* evidence upon which,—

a. The Attorney-General, or his representative, may rule that a fraudulent act has been committed in connection with the operation being investigated; or

b. The Attorney-General may obtain an injunction under the provisions herein-after; or

c. A Judge of the Sessions, a Police Magistrate, or a District Magistrate, may, as provided in section 18 of this act, convict for an offence against this act or the Regulations. R. S. 1925, c. 228A, s. 10; 20 Geo. V, c. 88, s. 1.

12. If the Attorney-General finds that any fraudulent act, or that any offence against this act or the Regulations, has been, or is about to be committed, he may,—

a. Where he has reason to believe that a registered broker, company or salesman, is concerned in such fraudulent act or in such offence, order that such broker, company or salesman, or any other registered broker, company or salesman, concerned directly or indirectly in such fraudulent act or in such offence, be suspended from registration for any period not exceeding ten days; or

b. Where he considers a suspension of ten days inadequate, or where any unregistered person or company is in his opinion concerned, directly or indirectly, in such fraudulent act or in such offence, proceed under the provisions of section 13, or otherwise under this act or the Regulations; or

c. Give notice of the suspension and of the fraudulent act to the public by advertisement or otherwise, or to any individual by letter or otherwise, whenever

Offence.

Powers of Attorney-General.

lettre ou autrement. S. R. 1925, c. 228A, a. 11; 20 Geo. V, c. 88, a. 1.

he deems it advisable. R. S. 1925, c. 228A, s. 11; 20 Geo. V, c. 88, s. 1.

Pouvoirs
de la
Cour
supé-
rieure.

13. 1. La Cour supérieure ou un de ses juges, sur demande du procureur général alléguant qu'un acte frauduleux ou que quelque infraction à la présente loi a été commis, peut, par ordonnance, défendre:

13. 1. The Superior Court or any judge thereof, upon application of the Attorney-General alleging that any fraudulent act or any offence against this act has been committed, may by order enjoin,—

Powers of
Superior
Court.

a) À tout courtier, compagnie ou vendeur enregistré ou à toute personne ou compagnie impliquée directement ou indirectement avec l'un d'eux dans la même affaire, de faire le commerce de valeurs mobilières pour toujours ou pour la période de temps qui paraît juste;—et cette ordonnance suspend *ipso facto* pour la même période l'enregistrement de toute personne ou compagnie enregistrée, mentionnée dans l'ordonnance; ou

a. Any registered broker, company or salesman, or any person or company, directly or indirectly implicated with any of them in the same matter, from trading in any security whatever for all time or for such period of time as shall seem just, and any such order shall *ipso facto* suspend the registration of any registered person or company named in the order, during the same period; or

b) À toute personne ou compagnie de faire le commerce d'une valeur mobilière quelconque ou d'une valeur mobilière déterminée, pour toujours ou pour la période de temps qui paraît juste.

b. Any person or company from trading in any security whatever, or in any specific security, for all time or for such period of time as shall seem just.

Requête
pour in-
jonction.

2. La demande du procureur général en vertu du paragraphe 1 du présent article peut être faite, sans qu'une action soit intentée, par voie de requête pour injonction interlocutoire présentée sans avis et sans cautionnement. Si l'injonction interlocutoire est accordée elle est pour le surplus sujette aux dispositions du Code de procédure civile concernant les injonctions.

2. The application of the Attorney-General under subsection 1 of this section may be made, without any action being instituted, by a petition for an interlocutory injunction fyled without any notice or security. If the interlocutory injunction is granted it shall thereafter be subject to the provisions of the Code of Civil Procedure respecting injunctions.

Applica-
tion by
petition.

Témoi-
gnages.

Dans les procédures prises en vertu du présent article le témoignage d'une personne peut être invoqué contre elle notwithstanding toutes dispositions contraires contenues dans les lois concernant la preuve. S. R. 1925, c. 228A, a. 12; 20 Geo. V, c. 88, a. 1.

In proceedings under this section, the evidence of a witness may be used against him notwithstanding anything contained in the laws respecting evidence. R. S. 1925, c. 228A, s. 12; 20 Geo. V, c. 88, s. 1.

Use of
evidence.

Ordres du
procureur
général.

14. 1. Le procureur général peut:

a) Avant, pendant ou après une investigation faite en vertu de l'article 11 de la présente loi; ou

b) Lorsqu'il est sur le point de demander, ou qu'il a demandé, ou obtenu une injonction interlocutoire en vertu des dispositions de l'article 13 de la présente loi; ou

c) Lorsque des procédures criminelles qui, à son avis, se rattachent ou se rapportent à un commerce de valeurs mobi-

14. 1. The Attorney-General may,—
a. Before, during or after an investigation made under the provisions of section 11 of this act; or

b. When he is about to apply for or has applied for or has obtained an interlocutory injunction, under the provisions of section 13 of this act; or

c. Where criminal proceedings, which in his opinion are connected with or arise out of any trade in securities, are about to

Order of
Attorney-
General.

lières, sont sur le point d'être ou ont été intentées contre une personne ou une compagnie,—

Par écrit ou par télégramme:

(i) Ordonner à toute personne ou compagnie ayant dans la province le dépôt, le contrôle ou la garde de fonds ou de valeurs mobilières de la personne ou compagnie dont il s'agit, de garder ces fonds ou valeurs mobilières en fidéicommis pour tout receveur intérimaire, gardien, fidéicommissaire, receveur ou liquidateur nommé en vertu des dispositions de quelque loi, ou jusqu'à ce que cet ordre soit révoqué en tout ou en partie, ou

(ii) Ordonner à la personne ou à la compagnie qui doit être ou est ainsi examinée ou accusée, ou qui doit recevoir ou reçoit une telle injonction, de ne pas retirer ces fonds ou ces valeurs mobilières des mains d'une autre personne ou compagnie qui les a en dépôt sous contrôle ou sous sa garde, ou de garder en sa possession ou sous son contrôle les fonds ou les valeurs mobilières de ses clients ou d'autres personnes.

Réserve Si cet ordre est donné à une banque ou à une compagnie de prêts ou de fidéicommis, il ne s'applique qu'aux bureaux, succursales ou agences indiqués dans l'ordre.

Infraction. L'omission, sans excuse raisonnable de la part d'une personne ou compagnie de se conformer à cet ordre, constitue une infraction; mais aucun ordre semblable ne

Exception. s'applique aux fonds ou valeurs mobilières déposés dans un bureau des compensations de bourse, ni aux valeurs en voie d'être transférées par un agent de transfert, à moins que cet ordre ne le déclare ainsi expressément.

Requête à la Cour supérieure.

2. Toute personne ou compagnie recevant un ordre rendu en vertu du paragraphe 1 du présent article, peut, si elle doute que cet ordre s'applique à certains fonds ou valeurs mobilières en sa possession, ou si une réclamation est faite à l'égard de ces fonds ou valeurs mobilières par une personne ou compagnie non indiquée dans l'ordre, s'adresser par requête à la Cour supérieure ou à un de ses juges,

be or have been instituted against any person or company,—

In writing or by telegram:

(i) Order any person or company, having in the Province on deposit or under control or for safe keeping any funds or securities of the person or company in question, to hold such funds or securities in trust for any interim receiver, custodian, trustee, receiver or liquidator appointed under the provisions of any act, or until such order is revoked in whole or in part; or

(ii) Direct the person or company so to be or actually examined, enjoined or charged to refrain from withdrawing any such funds or securities from any other person or company having any of them on deposit, under control or for safe keeping, or to hold the funds or securities of clients or others in his possession or control.

If such order is given to a bank, to a loan company or to a trust company, it shall apply only to the offices, branches or agencies named in the order. *Proviso.*

Failure, without reasonable excuse, by any person or company to comply with any such order shall constitute an offence, provided that no such order shall apply to funds or securities in a stock exchange clearing house, nor to securities in process of transfer by a transfer agent, unless such order expressly so states. *Offence. Proviso.*

2. Any person or company in receipt of an order given under subsection 1 of this section, if in doubt as to the application of such order to certain funds or securities in his or its possession, or in case of a claim being made thereto by any person or company not named in such order, may apply by petition to the Superior Court or a judge thereof, which court or judge may direct the disposition of such *Petition to Superior Court.*

qui peut ordonner de quelle manière il doit être disposé de ces fonds ou valeurs mobilières et qui doit payer les frais.

Avis au
régistra-
teur, etc.

3. Lorsque l'une des circonstances mentionnées dans les sous-paragraphes *a*, *b* et *c* du paragraphe 1 du présent article se présente, le procureur général peut, par lettre ou télégramme, aviser tout registraire d'une division d'enregistrement, ou le Service des mines de la province, que des procédures ont été ou doivent être prises contre les personnes ou compagnies mentionnées dans l'avis et que ces procédures peuvent affecter des immeubles ou des droits miniers également mentionnés dans l'avis. Cet avis doit être enregistré par le registraire et par ledit Service des mines en regard du nom des personnes ou compagnies et des immeubles ou droits miniers dont il s'agit, et nulle transaction concernant ces immeubles ou droits miniers ne doit dans la suite être enregistrée avant que l'avis soit révoqué.

Enregis-
trement.

Receveur,
etc.

4. Le procureur général, chaque fois que Sa Majesté devient créancière d'une personne ou compagnie en vertu des dispositions de l'article 8 de la présente loi, peut prendre les procédures qu'il juge convenables pour la nomination d'un receveur intérimaire, gardien, fidéicommissaire, receveur ou liquidateur, selon le cas. S. R. 1925, c. 228A, a. 13; 20 Geo. V, c. 88, a. 1.

funds or securities and order who shall pay the costs.

3. In any of the circumstances mentioned in paragraphs *a*, *b* and *c* of subsection 1 of this section, the Attorney-General may, by letter or telegram, notify any registrar of a registration division, or the Bureau of Mines of the Province, that proceedings have been or are to be taken against the persons or companies mentioned in the notice and that such proceedings may affect the immoveables or mining rights likewise mentioned in the notice. Such notice shall be registered by the registrar and by the said Bureau of Mines opposite the name of the persons or companies and opposite the immovables or mining rights concerned, and no transaction relating to such immoveables or mining rights shall thereafter be registered until the notice has been revoked.

Notice to
registrar,
etc.

Registra-
tion.

4. The Attorney-General, whenever His Majesty becomes a creditor of any person or company under the provisions of section 8 of this act, may take such proceedings as he shall see fit for the appointment of an interim receiver, a custodian, a trustee, a receiver or a liquidator, as the case may be. R. S. 1925, c. 228A, s. 13; 20 Geo. V, c. 88, s. 1.

Receiver,
etc.

TROISIÈME PARTIE

PART III

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

GENERAL PROVISIONS

Procé-
dure.

15. Les dispositions du Code de procédure civile et les règles de pratique adoptées en vertu dudit code, y compris celles qui concernent l'exécution des jugements et ordonnances, en tant qu'elles sont applicables et non contraires aux dispositions de la présente loi, s'appliquent à toute procédure faite en vertu des dispositions de la présente loi devant la Cour supérieure ou un de ses juges, et devant la Cour du banc du roi, juridiction d'appel, ou l'un de ses juges, sauf que les significations d'avis et des autres procédures judiciaires se font conformément au paragraphe 2 de l'article 6 de la présente loi. S. R. 1925, c. 228A, a. 14; 20 Geo. V, c. 88, a. 1.

15. The provisions of the Code of Civil Procedure and the Rules of Practice made thereunder, including those relating to the execution of judgments and orders, insofar as such provisions are applicable and are not contrary to the provisions of this act, shall apply to every proceeding under this act before the Superior Court or a judge thereof, and before the Court of King's Bench (Appeal Side) or a judge thereof, save that services of notices and other legal process shall be in accordance with subsection 2 of section 6 of this act. R. S. 1925, c. 228A, s. 14; 20 Geo. V, c. 88, s. 1.

Proce-
dure.

Pas de recours contre le proc. gén., etc.

16. Aucune poursuite quelconque, ni aucune procédure par voie d'injonction, *mandamus*, prohibition ou autre mesure spéciale n'est recevable et ne peut être intentée relativement à un acte ou à une omission concernant l'administration de la présente loi ou sa mise à exécution, soit contre le procureur général, le secrétaire de la province ou le registraire, soit contre toute personne ou compagnie agissant sur les instructions écrites ou verbales du procureur général, du secrétaire de la province ou du registraire. S. R. 1925, c. 228A, a. 15; 20 Geo. V, c. 88, a. 1.

16. No action whatever, and no proceedings by way of injunction, *mandamus*, prohibition or other extraordinary remedy, shall lie or be instituted against the Attorney-General, the Provincial Secretary or the Registrar, or against any person or company acting upon the written or verbal instructions of the Attorney-General, the Provincial Secretary or the Registrar, in respect of any act or omission in connection with the administration or carrying out of the provisions of this act. R. S. 1925, c. 228A, s. 15; 20 Geo. V, c. 88, s. 1.

Tarifs.

17. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, modifier, remplacer et abroger des tarifs de droits et honoraires, payables lors de l'accomplissement de tout acte qui doit être fait par le procureur général, par le département qu'il préside ou par un officier de ce département, ou par une personne quelconque, en vertu de la présente loi, et il peut adopter, et, de temps à autre, modifier, changer ou abroger les règlements non incompatibles avec la présente loi, pour l'exécution des dispositions de la présente loi, pour sa plus efficace administration, afin de prévenir la fraude dans le commerce des valeurs mobilières, soit à la bourse, soit ailleurs dans la province, et pour tout autre objet indiqué dans la présente loi; et tous ces règlements, ainsi que les modifications, changements ou abrogations d'iceux, deviennent en vigueur, dès leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, à tous égards comme s'ils étaient édictés dans la présente loi. S. R. 1925, c. 228A, a. 16; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; O. C. No 2223 du 27 août 1931.

17. The Lieutenant-Governor in Council may establish, alter, replace and repeal the tariff of the duties and fees to be paid on the doing of any act to be done by the Attorney-General, by the department over which he presides, or by an officer of such department, or by any person whomsoever, under this act, and may make and from time to time amend, alter or repeal Regulations not inconsistent with this act, for the carrying out of the provisions of this act, for the more efficient administration thereof in order to prevent fraud in the trading in securities whether upon any stock exchange or elsewhere in the Province, and for any other purpose indicated in this act; and all such Regulations and any amendment, alteration or repeal thereof shall become effective in all respects as if enacted in this act, upon the publication thereof in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1925, c. 228A, s. 16; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; O. C. No. 2223, August 27th, 1931.

Règlements.

Regulations.

Infractions.

18. 1. Toute personne qui commet une infraction à une disposition de la présente loi ou des règlements, désignée comme infraction, ou qui commet un acte frauduleux non punissable en vertu des dispositions du Code criminel du Canada, est passible, en sus des frais, sur conviction en vertu de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 29), d'une amende de pas plus de cinq mille dollars pour la première offense, ni de plus de dix mille dollars pour la deuxième offense ou toute offense subséquente, et, dans tous les

18. 1. Every person who violates any provision of this act or of the Regulations, designated as an offence, or who does any fraudulent act not punishable under the provisions of the Criminal Code of Canada, shall be liable upon conviction thereof under the Quebec Summary Convictions Act (Chap. 29), in addition to the costs, to a fine of not more than five thousand dollars for a first offence, nor of more than ten thousand dollars for a second or subsequent offence, and in all cases in default of payment of any fine imposed and the

Offences.

Peines.

Penalties.

cas, à défaut de paiement de l'amende imposée et des frais, ou en plus de cette amende et de ces frais, d'un emprisonnement pendant une période n'excédant pas deux ans.

Amende
contre
compa-
gnies.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent, *mutatis mutandis*, à toute compagnie, sauf que les amendes peuvent être augmentées jusqu'à concurrence d'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille dollars et que le tribunal peut ordonner que si l'amende et les frais ne sont pas payés par la compagnie, ils le soient par tels directeurs, officiers ou employés de la compagnie qu'il désigne et dans la proportion qu'il indique, et que, à défaut de paiement par ces derniers, ils soient condamnés à un terme d'emprisonnement de pas plus de deux ans.

Plainte.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 3 de l'article 12 de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 29) dans toutes poursuites intentées en vertu des paragraphes 1 et 2 du présent article, la plainte ou dénonciation peut se rapporter à plusieurs matières et à plusieurs infractions. S. R. 1925, c. 228A, a. 17; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 72, a. 7.

Preuve.

19. Si, dans une poursuite intentée en vertu de la présente loi, la preuve est requise qu'une personne ou une compagnie est ou n'est pas enregistrée, un certificat signé par le registraire fait preuve de l'existence ou de l'absence d'enregistrement, suivant le cas, de cette personne ou compagnie. Ce certificat est une preuve suffisante de son contenu et de l'autorité du registraire. S. R. 1925, c. 228A, a. 17a; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; 23 Geo. V, c. 85, a. 1.

Complot.

20. Quiconque conspire avec une ou plusieurs personnes pour commettre une ou des infractions à une disposition de la présente loi ou des règlements, désignée comme infraction, ou pour commettre un acte frauduleux non punissable en vertu des dispositions du Code criminel du Canada, commet une infraction aux dispositions de la présente loi et est passible des peines prévues à l'article 18 de la présente loi. S. R. 1925, c. 228A, a. 17b; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 72, a. 8.

costs, or in addition to such fine and costs, to imprisonment for a term not exceeding two years.

2. The provisions of subsection 1 of this section shall apply, *mutatis mutandis*, to any company, save that the fines may be increased to a sum not exceeding twenty-five thousand dollars and that the court may, if the fine and costs are not paid by the company, order that they shall be paid by such directors, officers or employees of the company as the court may designate and in the proportion which the court indicates, and, failing payment by them, that they be imprisoned for not more than two years.

Fines
against
company.

3. Notwithstanding the provisions of subsection 3 of section 12 of the Quebec Summary Convictions Act (Chap. 29), in all suits brought under subsections 1 and 2 of this section, the complaint or information may relate to several matters and to several infringements. R. S. 1925, c. 228A, s. 17; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 72, s. 7.

Com-
plaint.

19. Whenever, in an action brought under this act, proof is required that a person or company is or is not registered, a certificate signed by the Registrar shall be evidence of the existence or absence of registration, as the case may be, of such person or company. Such certificate shall be sufficient proof of its contents and of the authority of the Registrar. R. S. 1925, c. 228A, s. 17a; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; 23 Geo. V, c. 85, s. 1.

Proof

20. Whosoever conspires with one or more persons to commit any offence or offences against any provision of this act or of the regulations, designated as an offence, or to commit any fraudulent act not punishable under the provisions of the Criminal Code of Canada, commits an offence against the provisions of this act and shall be liable to the penalties provided in section 18 of this act. R. S. 1925, c. 228A, s. 17b; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 72, s. 8.

Conspir-
acy.

Partie aux
infrac-
tions.

21. Toute personne est partie à une infraction aux dispositions de la présente loi ou à un acte frauduleux et commet une infraction lorsque:

a) Elle commet en réalité cette infraction ou cet acte frauduleux;

b) Elle fait ou s'abstient de faire quelque chose dans le but d'aider quelqu'un à commettre cette infraction ou cet acte frauduleux;

c) Elle provoque ou excite quelqu'un à commettre cette infraction ou cet acte frauduleux;

d) Elle conseille à quelqu'un de commettre cette infraction ou cet acte frauduleux ou fait commettre à quelqu'un cette infraction ou cet acte frauduleux. S. R. 1925, c. 228A, a. 17c; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 72, a. 8.

Coût de
l'investi-
gation.

22. Lorsque, à la suite d'une investigation faite en vertu des dispositions de l'article 11 de la présente loi, une personne ou une compagnie—

a) Est trouvée coupable d'une offense criminelle concernant un commerce de valeurs mobilières; ou

b) Est trouvée coupable d'une infraction aux dispositions de la présente loi ou d'un acte frauduleux; ou

c) Reçoit une injonction péremptoire lui défendant de faire quelque ou tout commerce de valeurs mobilières; ou

d) A été examinée et que des documents, dossiers, biens ou affaires ont aussi été examinés par un comptable ou un autre expert nommé par le procureur général, le procureur général peut certifier par écrit le coût de cette investigation et de cet examen. Ce certificat, pour équivaloir à jugement en faveur de Sa Majesté aux droits de la province contre la personne ou la compagnie dont il s'agit, doit être homologué par la Cour supérieure ou un juge d'icelle siégeant dans le district où l'examen ou l'investigation a eu lieu en tout ou en partie, sur requête sommaire à la diligence du procureur général après avis raisonnable; et ce dernier peut, après cette homologation, recouvrer le paiement du montant homologué par voie d'exécution sur les biens de cette personne ou compagnie, suivant les dispositions du Code de procédure civile qui concernent l'exécution forcée des jugements. S. R. 1925,

Certifi-
cat.Homolo-
gation.Exécu-
tion.

21. Any person is a party to an offence against the provisions of this act or to a fraudulent act and commits an offence when he:

a. In reality commits such offence or such fraudulent act;

b. Does or refrains from doing something for the purpose of helping someone to commit such offence or such fraudulent act;

c. Provokes or incites someone to commit such offence or such fraudulent act;

d. Advises someone to commit such offence or such fraudulent act or causes someone to commit such offence or such fraudulent act. R. S. 1925, c. 228A, s. 17c; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 72, s. 8.

Party to
offence.

22. Whenever, upon an investigation under the provisions of section 11 of this act, a person or company—

a. Is found guilty of a criminal offence regarding trade in securities; or

b. Is found guilty of an offence against the provisions of this act or of any fraudulent act; or

c. Receives a peremptory injunction forbidding him to do a certain or any trade in securities; or

d. Has been examined and documents, records, properties or matters have also been examined by an accountant or other expert appointed by the Attorney-General, the Attorney-General may certify in writing the cost of such investigation and of such examination. In order that such certificate may avail as a judgment in favour of His Majesty in the right of the Province against the person or company concerned, it must be homologated by the Superior Court or a judge thereof sitting in the district in which the examination or investigation took place, wholly or in part, on a summary petition at the diligence of the Attorney-General after reasonable notice; and the latter may, after such homologation, recover the amount homologated by execution upon the property of such person or company, according to the provisions of the Code of Civil Procedure respecting compulsory execution of judg-

Costs of
investi-
gation.Certif-
icate.Homol-
ogation.

Execution.

c. 228A, a. 18; 20 Geo. V, c. 88, a. 1. *ments. R. S. 1925, c. 228A, s. 18; 20 Geo. V, c. 88, s. 1.*

Mandat
d'arres-
tation.

23. 1. Lorsqu'un magistrat de police ou juge d'une autre province émet un mandat d'arrestation contre une personne accusée d'avoir enfreint une disposition de la Loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières ou de tout statut semblable de cette autre province, tout magistrat de police ou juge de la province de Québec, dans la juridiction territoriale duquel cette personne se trouve ou est supposée se trouver, peut, sur preuve satisfaisante de l'authenticité de la signature du magistrat de police ou du juge qui a émis le mandat, y inscrire un endos suivant la formule prescrite par les règlements; et le mandat ainsi endossé confère, à celui qui en est le porteur et à tous ceux auxquels il a été primitivement adressé et à tous les constables appartenant à la juridiction territoriale du magistrat de police ou du juge qui a endossé le mandat, l'autorisation suffisante de l'exécuter dans les limites de cette juridiction et de conduire la personne arrêtée en vertu d'icelui, soit en dehors de cette province, soit en tout endroit de cette province, et d'arrêter de nouveau cette personne en tout endroit de cette province.

Droit
d'arres-
tation, etc.

2. Tout constable de la province de Québec ou de toute autre province du Canada, qui passe par la province de Québec en ayant sous sa garde une personne arrêtée dans une autre province en vertu d'un mandat endossé conformément au paragraphe 1 du présent article, a droit de tenir sous sa garde, d'appréhender et d'arrêter de nouveau l'accusé, en tout endroit dans la province de Québec, en vertu de ce mandat, sans preuve du mandat ou de son endossement. *S. R. 1925, c. 228A, a. 19; 20 Geo. V, c. 88, a. 1.*

Regis-
traire.

24. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un officier spécial appelé "registraire" et les autres officiers et employés jugés nécessaires pour mettre à exécution les dispositions de la présente loi, aux salaires qu'il lui plaît de fixer, et tous ces salaires doivent être payés à même le fonds consolidé du revenu. *S. R. 1925, c. 228A, a. 20; 20 Geo. V, c. 88, a. 1.*

Warrant
of arrest.

23. 1. Where a police magistrate or justice of another Province issues a warrant for the arrest of any person on a charge of violating any provision of the Security Frauds Prevention Act or any similar statute of that Province, any police magistrate or justice of the Province of Quebec, within whose territorial jurisdiction that person is or is suspected to be, may, upon satisfactory proof of the authenticity of the signature of the police magistrate or justice who issued the warrant, make an endorsement thereon in the form prescribed by the Regulations; and the warrant so endorsed shall be sufficient authority to the person bringing the warrant and to all other persons to whom it was originally directed and to all police constables within the territorial jurisdiction of the police magistrate or justice so endorsing the warrant to execute it within that jurisdiction and to take the person arrested thereunder either out of or anywhere in this Province and to re-arrest such person anywhere in this Province.

Right to
arrest, etc.

2. Any police constable of the Province of Quebec or of any other Province of Canada who is passing through the Province of Quebec, having in his custody a person arrested in another Province under a warrant endorsed in pursuance of subsection 1 of this section, shall be entitled to hold, take and re-arrest the accused anywhere in the Province of Quebec under such warrant without proof of the warrant or of the endorsement thereof. *R. S. 1925, c. 228A, s. 19; 20 Geo. V, c. 88, s. 1.*

Registrar.

24. The Lieutenant-Governor in Council may appoint a special officer to be called the Registrar, and such other officers and employees deemed necessary to carry out the provisions of this act, at such salaries as he may be pleased to fix, and all such salaries shall be paid out of the consolidated revenue fund. *R. S. 1925, c. 228A, s. 20; 20 Geo. V, c. 88, s. 1.*

QUATRIÈME PARTIE

PART IV

VÉRIFICATION, COMPTES, RENSEIGNEMENTS

AUDIT, ACCOUNTS, INFORMATION

25. 1. Dans la présente partie:

"Vérificateur de courtier".

a) "Vérificateur de courtier" signifie un comptable ou une société de comptables chargés; de la vérification des livres et comptes des courtiers et dont le nom est inscrit sur la liste des comptables de courtier approuvée par un comité exécutif;

"Comité exécutif".

b) "Comité exécutif" comprend le bureau des directeurs, le comité d'administration ou un autre comité de direction d'une bourse dans la province de Québec.

Liste des vérificateurs.

2. Le comité exécutif de chaque bourse doit de temps à autre dresser une liste des vérificateurs de courtier, choisis parmi les comptables pratiquant dans la province depuis au moins cinq années.

Restriction.

Nul vérificateur de courtier ne peut être un employé salarié d'un courtier, d'une personne ou d'une compagnie dont il doit vérifier les affaires.

Répartition du travail.

3. Le comité exécutif doit assigner à chaque vérificateur de courtier, les personnes ou compagnies, qui sont membres de la bourse ou représentées à la bourse, dont les affaires doivent être vérifiées par lui mais le comité exécutif peut, de temps à autre, révoquer cette assignation et nommer d'autres vérificateurs de courtier à la place de ceux déjà nommés.

Frais de vérification.

Les frais de chaque vérification, rapport ou état, payés au vérificateur de courtier par une bourse, doivent être remboursés immédiatement par la personne ou compagnie dont les affaires ont été vérifiées, et, jusqu'à ce que ce remboursement soit effectué, la bourse a un privilège sur le siège appartenant à ou contrôlé par la personne ou compagnie ainsi endettée envers cette bourse.

Vérification annuelle.

4. Tout vérificateur de courtier doit, chaque année, vérifier l'actif et le passif de chaque personne ou compagnie qui lui est assignée, à une date fixe déterminée par le comité exécutif, et préparer un bilan indiquant l'état des affaires de cette personne ou compagnie, à cette date.

Deuxième vérification.

Il doit, de plus, faire chaque année une vérification semblable et préparer un semblable bilan pour une date désignée par le comité exécutif, cette dernière date ne devant pas être de plus de quatre mois

25. 1. In this Part:

a. "Brokers' Auditor" shall mean an accountant or firm of accountants charged with auditing the books and accounts of brokers and whose name is on the panel of brokers' accountants approved by an executive committee;

"Brokers' Auditor".

b. "Executive Committee" shall include the board of directors, managing committee or other governing committee of a stock exchange in the Province of Quebec.

"Executive Committee".

2. The executive committee of each stock exchange shall, from time to time, select a panel of brokers' auditors from the accountants who have practised in the Province for not less than five years.

Panel of auditors.

No brokers' auditor may be a salaried employee of a broker, person or company whose business he has to audit.

Restriction.

3. The executive committee shall allot to each brokers' auditor the persons or companies, whether members of or represented upon the exchange, whose business is to be audited by him but the executive committee may from time to time revoke such allotment and appoint other brokers' auditors in the place of those already appointed.

Allotment of work.

The expenses of every audit, report or statement paid to the brokers' auditor by a stock exchange shall be subject to repayment forthwith by the person or company whose business is audited, and until such repayment is made the stock exchange shall have a lien upon the seat belonging to or controlled by such person or company so indebted to such stock exchange.

Expenses of audit.

4. Every brokers' auditor shall, each year, audit the assets and liabilities, at a permanent date in each year fixed by the executive committee and prepare a balance sheet showing the position at such date of the business and affairs, of each person or company allotted to him.

Annual audit.

He shall also in each year make a like audit and prepare a like balance sheet at a date designated by the executive committee, such last mentioned date to be not earlier than four months nor later than

Second audit.

antérieure ni de plus de huit mois postérieure à la date fixe de la même année.

Autres vérifications.

Il doit, de plus, faire les autres vérifications et préparer les autres états et rapports additionnels qu'il juge à propos ou que le comité exécutif peut exiger.

Pas d'avis.

Nul avis ou notification d'une autre vérification que celle de la date fixe ne doit être donné.

Vérification spéciale.

5. Le comité exécutif d'une bourse peut, en tout temps, demander à tout vérificateur de courtier de faire une vérification ou un rapport général ou spécial sur la totalité ou une partie des affaires ou opérations d'une personne ou compagnie qui est ou qui a été membre de la bourse ou qui y est ou y a été représentée d'une façon quelconque.

Instructions.

6. Tout vérificateur de courtier doit, en faisant une vérification, un rapport ou un état, en vertu des dispositions du présent article, se conformer aux instructions qui lui sont de temps à autre données par le comité exécutif.

Accès aux livres, etc.

7. Le vérificateur de courtier, pour les fins d'une vérification d'un rapport ou d'un état faits en vertu des dispositions du présent article a de droit libre accès aux livres de comptes, valeurs mobilières, argent en caisse, documents, comptes de banques, pièces justificatives, correspondance et dossiers de toutes sortes de la personne ou de la compagnie dont les affaires sont vérifiées; toute personne ou compagnie retenant, détruisant, cachant ou refusant de donner des renseignements ou objets que le vérificateur a raison d'exiger pour les fins de cette vérification, est coupable d'une infraction.

Rapports, etc.

8. Le vérificateur de courtier, au cours ou à la fin d'une vérification faite en vertu des dispositions du présent article, doit fournir au comité exécutif les états, rapports et renseignements, concernant les opérations et les affaires de la personne qui font ou ont fait l'objet d'une vérification, qui peuvent, de temps à autre, être demandés par ce comité; et ce vérificateur de courtier doit, de plus, faire à ce comité un rapport spécial contenant les renseignements particuliers requis par les règlements, règles ou prescriptions de la bourse ainsi que les autres renseignements que ce vérificateur de courtier croit à propos de fournir dans l'intérêt public.

eight months from the permanent date in such year.

He shall also make such further audit and prepare such further statements and make such further reports as such auditor may think advisable or as the executive committee may direct.

Other audit.

No warning or notice shall in any way be given of any audit other than that of the permanent date.

No warning.

5. The executive committee of a stock exchange may at any time require any brokers' auditor to make any general or special audit or report upon the whole or any aspect of the business or affairs of any person or company who or which is or has been a member of or in any way represented upon the exchange.

Special audit, etc.

6. In making any audit, report or statement under the provisions of this section, every brokers' auditor shall conform to such instructions as may be given to him from time to time by the executive committee.

Instructions.

7. The brokers' auditor, for the purpose of any audit, report or statement under the provisions of this section, shall be entitled to free access to the books of account, securities, cash, documents, bank accounts, vouchers, correspondence and records of every description of the person or company whose affairs are being audited, and any person or company withholding, destroying, concealing or refusing to give any information or thing, reasonably required by the auditor for the purpose of his audit, shall be guilty of an offence.

Access to books, etc.

8. The brokers' auditor during or upon the completion of every audit under the provisions of this section shall furnish the executive committee with such statements, reports and information in respect of the business and affairs of the person whose affairs are being or have been audited as may be required from time to time by the said committee, and shall in addition specially report to such committee any particular information which may be required under the by-laws, rules or regulations of the exchange and any further information which the brokers' auditor deems it to be in the public interest so to report.

Statements, etc.

- Enquête.** 9. Toute personne nommée par écrit par un comité exécutif peut examiner sous serment tout membre de la bourse ou tout officier d'une compagnie qui y est représentée, ou tout associé ou employé de cette personne ou compagnie, sur tout sujet auquel s'étend un rapport d'un vérificateur de courtier; pour les fins de cette enquête, la personne ainsi nommée possède tous les pouvoirs conférés à un représentant du procureur général en vertu de l'article 11 de la présente loi. Toute personne, membre d'une bourse, qui omet de se conformer à une demande d'une personne ainsi nommée par un comité exécutif, se rend coupable d'une infraction.
- Système de comptabilité.** 10. Un comité exécutif peut, par écrit, demander à toute personne ou compagnie, dont les affaires ont été vérifiées ou sont en voie de vérification, de modifier, de compléter ou de remplacer tout système de comptabilité ou de dossiers et de se conformer à toute demande du comité exécutif.
- Infraction.** 11. Toute personne ou compagnie, membre de la bourse ou représentée à la bourse, qui omet de se conformer à une demande du comité exécutif ou d'une personne nommée par lui en vertu du paragraphe 9 du présent article, se rend coupable d'une infraction, et le comité exécutif peut suspendre cette personne ou le membre représentant cette compagnie, pour le temps fixé par le comité.
- Suspension.** 12. Le comité exécutif peut suspendre pendant telle période qu'il détermine, ou peut expulser toute personne membre d'une bourse, lorsque cette personne retient, détruit, cache ou refuse de donner les renseignements raisonnables demandés par le vérificateur pour les fins de sa vérification et de son rapport sur les affaires de cette personne, ou omet de se conformer à toute demande dudit comité en vertu des dispositions du présent article, ou de toute personne nommée par lui en vertu des dispositions du paragraphe 9 du présent article. S. R. 1925, c. 228A, a. 21; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; 21 Geo. V, c. 92, a. 1.
- État financier.** 26. Tout courtier qui n'est pas membre d'une bourse ou qui n'est pas représenté sur cette bourse doit, au moins une fois
- Inquiry.** 9. Any person designated in writing by an executive committee may examine under oath any member of the exchange or any officer of any company represented thereon, or any associate or employee of any such person or company, upon any matter arising out of any report of a brokers' auditor, and for the purposes of such inquiry the person so designated shall have all the powers conferred upon a representative of the Attorney-General under section 11 of this act. Failure by any person who is a member of any stock exchange to comply with any requirement of any person so designated by an executive committee shall constitute an offence.
- Book-keeping, etc.** 10. An executive committee may, in writing, require any person or company, whose affairs have been audited or are being audited, to alter, supplement or replace any system of book or record keeping and to comply with any requirement of such executive committee.
- Offence.** 11. Failure by any person or company, a member of or represented upon any stock exchange, to comply with any requirement of the executive committee or of any person designated by it under subsection 9 hereof, shall constitute an offence and shall entitle the executive committee to suspend such person or member representing such company for such period as the said committee shall determine.
- Suspension.** 12. The executive committee may suspend for such period as it shall determine, or may expel any person who is a member of a stock exchange, whenever such person withholds, destroys, conceals or refuses to give information reasonably required by the auditor for the purpose of his audit and report on the affairs of such person, or fails to comply with any requirement of the said committee under the provisions of this section, or of any person designated by it under the provisions of subsection 9 hereof. R. S. 1925, c. 228A, s. 21; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; 21 Geo. V, c. 92, s. 1.
- Financial statement.** 26. Every broker who is not a member of a stock exchange or who is not represented upon such stock exchange

par année, produire entre les mains du registraire un état financier préparé en double, par un comptable, dont le registraire approuve le choix; aux dépens de ce courtier, fait en la manière déterminée par le registraire et certifié, quant à son exactitude, par le courtier lui-même ou par deux des associés s'il s'agit d'une compagnie commerciale, ou par deux directeurs s'il s'agit d'une compagnie. De plus, ce courtier doit produire entre les mains du registraire, en tout temps, tout état financier ou renseignement additionnels que ce registraire peut requérir. S. R. 1925, c. 228A, a. 22; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; 21 Geo. V, c. 92, a. 2.

must, at least once a year, file with the Registrar a financial statement executed in duplicate by an accountant satisfactory to the Registrar, at the expense of such broker, and prepared in the manner determined by the Registrar and certified, as to its correctness, by the broker himself or two of his partners in the case of a commercial partnership, or by two directors in the case of a company. Furthermore, such broker must file with the Registrar, at any time, any additional financial statement or additional information that such Registrar may require. R. S. 1925, c. 228A, s. 22; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; 21 Geo. V, c. 92, s. 2.

Tenue de
livres.

27. 1. Tout courtier non membre d'une bourse doit faire tenir des livres de compte où sont enregistrés:

a) Un état de ses recettes et dépenses avec une indication de la provenance des recettes et des objets des dépenses;

b) Un état de ses achats et de ses ventes de valeurs mobilières;

c) Les noms et adresses des personnes auxquelles il vend ou dont il achète des valeurs mobilières ainsi que les détails de ces transactions;

d) Un état de son actif et de son passif.

Ces livres de compte doivent être tenus au principal bureau d'affaires du courtier dans la province, à moins qu'une permission écrite n'ait été obtenue du registraire de les tenir ailleurs.

2. Le défaut de se conformer, sans excuse raisonnable, aux dispositions du présent article constitue une infraction. S. R. 1925, c. 228A, a. 22a; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 72, a. 9.

27. 1. Every broker who is not a member of a stock exchange must keep books of account in which are entered:

a. A statement of his receipts and expenditures, indicating the sources of the receipts and the objects of the expenditures;

b. A statement of his purchases and sales of securities;

c. The names and addresses of the persons to whom he sells or from whom he purchases securities and the details of such transactions;

d. A statement of his assets and liabilities.

Such books of account must be kept at the main business office of the broker in this Province, unless permission in writing has been obtained from the Registrar to keep them elsewhere.

2. Failure, without reasonable excuse, to comply with the provisions of this section shall constitute an offence. R. S. 1925, c. 228A, s. 22a; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 72, s. 9.

CINQUIÈME PARTIE

RÈGLEMENTATION DU COMMERCE DE COURTIER

PART V

REGULATION OF BROKERAGE TRADING

Infrac-
tion.

Vente illé-
gale.

28. Si une personne ou un membre ou employé d'une société, ou un directeur, officier ou employé d'une compagnie, alors que elle-même, la société ou la compagnie, est employé comme courtier par un client pour acheter et porter sur marge des valeurs mobilières de toute compagnie ou

28. Whenever a person, or a member, officer or employee of a partnership, or a director, officer or employee of a company, while he, or the partnership or company is employed as a broker by any customer to buy and carry upon margin any securities of any incorporated or unincorporated com-

Books of
account.

Offence.

Illegal
sale.

entreprise constituée ou non en corporation au Canada ou ailleurs, vend ou fait vendre des valeurs mobilières de cette compagnie ou de cette entreprise, pour tout compte dans lequel,—

- a) Elle, ou
- b) La société ou un de ses associés, ou
- c) La compagnie ou un de ses directeurs,—

a un intérêt direct ou indirect, et que cette vente ait pour effet de réduire le montant des valeurs mobilières ou des droits ou intérêts de ce client; en la possession du courtier ou sous son contrôle dans le cours ordinaire des affaires à un montant inférieur à celui des valeurs ou à celui des droits ou intérêts; qu'il devrait porter pour tous ses clients, le contrat d'achat du client est nul à l'option de ce client, et ce dernier peut recouvrer du courtier l'argent qu'il a payé, avec intérêt, et les valeurs mobilières déposées en garantie ou autrement.

Droit du client.

Infraction.

Avis du droit d'option.

Le courtier est en outre coupable d'une infraction.

Le client peut exercer ce droit d'option par lettre recommandée, adressée au courtier conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 6 de la présente loi. Toute convention incompatible avec les dispositions du présent article est nulle et de nul effet. S. R. 1925, c. 228A, a. 23; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; 21 Geo. V, c. 92, a. 3.

Confirmation de toute transaction.

29. Tout courtier qui a agi comme agent pour un client doit envoyer ou délivrer sans délai à chaque client pour lequel ce courtier a acheté ou vendu des valeurs mobilières, une confirmation par écrit de la transaction, indiquant:

- a) Le nombre et la description des valeurs mobilières;
- b) Le nom de la personne ou de la compagnie de laquelle ou à laquelle ou par l'entremise de laquelle les valeurs mobilières ont été achetées ou vendues;
- c) Le jour et, dans le cas d'un membre d'une bourse, les heures entre lesquelles la transaction a eu lieu et le nom de la bourse où elle a été faite.

Infraction.

Le défaut de se conformer, sans excuse raisonnable, aux dispositions du présent article, constitue une infraction. S. R.

pany or undertaking either in Canada or elsewhere, sells, or causes to be sold, securities of the same company or undertaking for any account in which,—

- a. He, or
- b. His firm or a partner thereof, or
- c. The company or a director thereof,

has a direct or indirect interest, and when the effect of such sale shall be to reduce the amount of such securities or the customers' equities or rights in the hands of the broker or under his control in the ordinary course of business below the amount of such securities or equities or rights which he should be carrying for all his customers, the purchase contract of any customer shall at the option of such customer be void, and the customer may recover from the broker all moneys paid with interest thereon and the securities deposited as security or otherwise.

Customer's rights.

The broker shall in addition be guilty of an offence.

The customer may exercise such option by a registered letter to that effect addressed to the broker in conformity with the provisions of subsection 2 of section 6 of this act. Any agreement inconsistent with the provisions of this section shall be null and void. R. S. 1925, c. 228A, s. 23; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; 21 Geo. V, c. 92, s. 3.

Exercise of option.

29. Every broker who has acted as agent for a customer shall, without delay, send or deliver to each customer for whom any security has been bought or sold by the broker a written confirmation of the transaction setting forth:

Confirmation of transactions.

- a. The quantity and description of the security;
- b. The name of the person or company from, to or through whom or which the security was bought or sold;
- c. The day, and, in the case of a member of a stock exchange, the hours between which, and the name of the stock exchange upon which, the transaction took place.

The failure, without reasonable excuse, to comply with the provisions of this section shall constitute an offence. R. S.

1925, c. 228A, a. 24; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; 1925, c. 228A, s. 24; 20 Geo. V, c. 88, s. 1;
21 Geo. V, c. 92, a. 4. 21 Geo. V, c. 92, s. 4.

Registre
de la
bourse.

30. Toute bourse doit tenir un registre indiquant le moment où chaque transaction s'est faite à cette bourse, et doit fournir à tout client d'un membre de cette bourse, sur production d'une confirmation écrite de toute transaction ainsi effectuée avec ce membre, les détails concernant le moment où cette transaction a eu lieu et un certificat constatant la vérité ou la fausseté des faits mentionnés dans la confirmation, pourvu que la transaction au sujet de laquelle des renseignements sont demandés n'ait pas été faite plus de deux ans auparavant. S. R. 1925, c. 228A, a. 25; 20 Geo. V, c. 88, a. 1.

Rapport
au client.

30. Every stock exchange shall keep a record showing the time at which each transaction on such exchange took place and shall supply to any customer of any member of such exchange, upon production of any written confirmation of any transaction with any such member, particulars of the time at which such transaction took place and a certificate establishing the truth or falsity of the facts mentioned in the confirmation, provided the transaction with respect to which the information is requested shall not have been effected more than two years previously. R. S. 1925, c. 228A, s. 25; 20 Geo. V, c. 88, s. 1.

Stock ex-
change
record.

Partie-
ulars
supplied.

Restric-
tion au
com-
merce.

31. Nul courtier ou vendeur ne doit faire de commerce d'une valeur mobilière lorsque le prix de vente de cette valeur doit en tout ou en partie, directement ou indirectement, être remis, revenir ou appartenir:

a) À la personne ou compagnie qui a émis cette valeur; ou

b) À une personne ou à une compagnie qui a elle-même acquis cette valeur en vertu d'une option ou d'un achat ferme (underwriting) ou pour de l'argent, mais en vue de la revendre au public; ou

c) À une personne ou compagnie ayant acquis cette valeur de la compagnie qui l'a émise pour une considération autre que de l'argent, avant d'avoir reçu du registraire une lettre déclarant que ce dernier a obtenu au sujet de la compagnie, qui a émis la valeur, les renseignements qu'il croit nécessaires.

31. No broker or salesman shall engage in the business of trading in a security when the proceeds of the sale of such security must, in whole or in part, directly or indirectly, be remitted, return or belong:

a. To the person or company having issued such security; or

b. To any person or company having himself or itself acquired such security under an option or an underwriting or for a monetary consideration, but with a view to the resale thereof to the public; or

c. To any person or company having acquired such security from the company which issued same for a consideration other than money, before having received from the registrar a letter declaring the latter has obtained, with respect to the company which has issued the security, such information as he deems necessary.

Restric-
tion on
trading.

Réserve.

Le présent article ne s'applique pas:

I. Aux transactions mentionnées au paragraphe 3 de l'article 3;

II. Aux valeurs mobilières mentionnées au paragraphe 4 de l'article 3;

III. Aux valeurs mobilières cotées ou négociées à une bourse reconnue;

IV. Aux achats que fait un courtier pour un client lorsqu'il reçoit, pour toute rémunération, une commission payable par ce client. S. R. 1925, c. 228A, a. 26; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; 23 Geo. V, c. 85, a. 2; 25-26 Geo. V, c. 72, a. 10; 2 Geo. VI, c. 82, a. 1.

This section shall not apply:

I. To the transactions mentioned in subsection 3 of section 3;

II. To the securities mentioned in subsection 4 of the said section 3;

III. To the securities quoted on a recognized exchange or therein dealt with;

IV. To purchases made by a broker for a client when the remuneration of the broker consists solely of a commission payable by such client. R. S. 1925, c. 228A, s. 26; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; 23 Geo. V, c. 85, s. 2; 25-26 Geo. V, c. 72, s. 10; 2 Geo. VI, c. 82, s. 1.

Proviso.

Prospectus obligatoire.

32. Tout courtier ou vendeur qui fait le commerce de valeurs mobilières dans les circonstances mentionnées à l'article 31, doit au temps de la vente de cette valeur, remettre à l'acheteur un prospectus écrit ou imprimé, contenant au sujet de la compagnie qui a émis ladite valeur les renseignements déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Réserve.

Le présent article ne s'applique pas :

I. Aux transactions mentionnées au paragraphe 3 de l'article 3;

II. Aux valeurs mobilières mentionnées au paragraphe 4 de l'article 3;

III. Aux valeurs mobilières cotées ou négociées à une bourse reconnue. S. R. 1925, c. 228A, a. 26a; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; 2 Geo. VI, c. 82, a. 1.

32. Every broker or salesman trading in securities under the circumstances mentioned in section 31 must, at the time of the sale of such security, give the purchaser a written or printed prospectus, containing, with respect to the company which has issued the security, the information determined by the Lieutenant-Governor in Council.

Prospectus obligatoire.

This section shall not apply:

Proviso.

I. To the transactions mentioned in subsection 3 of section 3;

II. To the securities mentioned in subsection 4 of the said section 3;

III. To the securities quoted on a recognized exchange or therein dealt with. R. S. 1925, c. 228A, s. 26a; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; 2 Geo. VI, c. 82, s. 1.

Avis requis.

33. 1. Aucun courtier ou vendeur ne doit faire le commerce de valeurs mobilières avant d'avoir reçu un avis écrit de son enregistrement. Aucun courtier ou vendeur ne doit déclarer, directement ou indirectement, qu'il est enregistré sous les dispositions de la présente loi, ni exhiber à qui que ce soit l'original ou la copie de tout document ou de toute lettre reçue du registraire, ni annoncer son enregistrement de quelque manière, autrement qu'en répondant aux personnes qui l'interrogent à ce sujet qu'il est enregistré sous tel nom et tel numéro.

Déclaration défendue, etc.

Infraction.

2. Le défaut de se conformer, sans excuse raisonnable, aux dispositions du présent article, constitue une infraction. S. R. 1925, c. 228A, a. 27; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; 23 Geo. V, c. 85, a. 2.

33. 1. No broker or salesman shall engage in the business of trading in securities prior to having received a written notice of his registration. No broker or salesman shall declare, directly or indirectly, that he is registered under the provisions of this act, nor exhibit to any person whomsoever either the original or a copy of any document or letter received from the Registrar, nor announce his registration in any manner, other than by replying to the persons questioning him on the subject that he is registered under such a name and such a number.

Notice required.

Forbidden declaration, etc.

2. Failure, without reasonable excuse, to comply with the provisions of this section shall constitute an offence. R. S. 1925, c. 228A, s. 27; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; 23 Geo. V, c. 85, s. 2.

Offence.

Consentement requis.

34. 1. Nul vendeur ne fera le commerce de valeurs mobilières pour un courtier autre que celui pour lequel il est enregistré comme vendeur sans que le consentement écrit du courtier pour lequel il est enregistré n'ait été remis au registraire.

Infraction.

2. Le défaut de se conformer, sans excuse raisonnable, aux dispositions du présent article constitue une infraction. S. R. 1925, c. 228A, a. 28; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 72, a. 11.

34. 1. No salesman shall trade in securities for a broker other than the one for whom he is registered as salesman, unless the written consent of the broker for whom he is registered shall have been filed with the registrar.

Consent required.

2. Failure, without reasonable excuse, to comply with the provisions of this section shall constitute an offence. R. S. 1925, c. 228A, s. 28; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 72, s. 11.

Offence.

Solicitation prohibée.

35. 1. Nul ne doit s'adresser à un particulier dans une résidence pour faire le commerce de valeurs mobilières.

35. 1. No one shall call upon any individual at any residence for the purpose of trading in securities.

Soliciting prohibited.

"Résidence".

Le mot "résidence" signifie et comprend toute bâtisse ou partie d'une bâtisse dans laquelle l'occupant réside en permanence ou temporairement ainsi que tous locaux qui en dépendent, mais ne comprend pas un bureau d'affaires.

The word "residence" shall mean and include any building or part of a building in which the occupant thereof resides, either permanently or temporarily, and any premises appurtenant thereto, but shall not include a business office.

"Particulier".

Le mot "particulier" ne comprend pas les amis personnels intimes, les associés d'affaires, ou les clients avec lesquels le courtier ou vendeur fait habituellement commerce.

The word "individual" shall not include "Individual" close personal friends, business associates, or customers with whom the broker or salesman habitually trades.

"S'adresser".

L'expression "s'adresser" comprend les communications téléphoniques.

The words "call upon" include tele- "Call upon". phonic communications.

Infraction.

2. Le défaut de se conformer sans excuse raisonnable aux dispositions du présent article constitue une infraction. S. R. 1925, c. 228A, a. 29; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 72, a. 11.

2. Failure, without reasonable excuse, to comply with the provisions of this section shall constitute an offence. R. S. 1925, c. 228A, s. 29; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 72, s. 11.

Ordre de ne pas vendre.

36. Le registraire peut, de temps à autre, et doit sur instruction du procureur général, ordonner à tout courtier ou vendeur de ne pas faire le commerce d'une ou plusieurs classes de valeurs mobilières. Le courtier ou le vendeur, sur réception de cet ordre, doit s'abstenir de faire le commerce de la valeur ou des valeurs mentionnées dans l'ordre. Le défaut par le courtier ou le vendeur de se conformer à cet ordre constitue une infraction. S. R. 1925, c. 228A, a. 30; 20 Geo. V, c. 88, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 72, a. 11.

36. The Registrar may, from time to time, and must upon the Attorney-General's instructions, order any broker or salesman not to trade in one or several classes of securities. Upon receipt of such order, the broker or salesman must refrain from trading in the security or securities mentioned in the order. Failure by the broker or salesman to comply with such order shall constitute an offence. R. S. 1925, c. 228A, s. 30; 20 Geo. V, c. 88, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 72, s. 11.

Order to cease trading.